

*La vaste question de l'immigration n'est pas vraiment facile à traiter, et je me méfie des préjugés ou des jugements trop péremptaires ou hâtifs pour être viables et crédibles : d'ailleurs, la question n'est-elle pas souvent mal posée ou, plutôt, « mal prise » ? Ne faudrait-il pas, d'ailleurs, parler « des » **immigrations** tellement elles peuvent être différentes dans leurs formes et même dans leurs fonds ? Et si cette vaste question dépendait d'abord et surtout des sociétés d'accueil et de leur volonté même «*

d'être et durer

» ? Cette troisième partie de mon article sur ce thème de « l'immigration » (la prochaine mouture l'évoquera au pluriel) n'est pas définitive et n'est que l'ébauche d'une réflexion plus large qu'il faudra bien compléter un jour...

Doit-on se contenter de **ce triste constat d'une possible désagrégation sociale et nationale** ? Bien sûr que non, car s'abandonner aux délices morbides de la décadence, ou aux aigreurs et vaines colères de la polémique ou d'une sinistre détestation à l'égard des étrangers, serait impolitique et fort dangereuse, scandaleuse pour l'esprit autant que pour le destin que nous souhaitons à l

a France, « notre mère »

Il n'y a pas de solution unique, mais un faisceau de solutions, pragmatiques et humaines, prenant d'abord en compte l'intérêt français, puis les spécificités de chaque situation : **il n'est pas possible aujourd'hui de tout miser sur une seule politique des migrations au regard de la complexité même des problèmes, voire des soucis, nés de celles-ci et de leurs « lendemains »**

quand ceux-ci ne sont pas ceux que nous aurions pu espérer...

L'immigration

, qu'il était possible d'imaginer être une chance en d'autres temps (ceux où elle se transformait rapidement en « assimilation » à la tradition nationale ou à la cité d'accueil),

n'est pas que « la question des immigrés », mais touche à bien d'autres aspects démographiques, sociaux et sociétaux, de notre pays

Bien sûr, il faut **combattre, fermement, l'immigration clandestine et contrôler les flux migratoires légaux** pour éviter un surcroît de pression, aujourd'hui dangereux pour tout l'organisme national et ses équilibres internes, surtout à un moment où les Etats sont affaiblis par le jeu (pas forcément sain) de la mondialisation. Il ne faut pas hésiter non plus à frapper durement ceux qui refusent les règles minimales d'accord (politiques ou culturelles) avec la nation d'accueil ou ceux qui cherchent à tirer profit de notre pays sans accepter les contraintes et les devoirs de l'appartenance à celui-ci. **La**

France ne doit pas laisser s'installer en son sein des « enclaves » qui échapperaient à sa souveraineté

: cela serait une négation dangereuse de son autorité légitime, une dérive séparatiste et, aussi, un abandon de son propre être historique et politique, abandon qui mènerait, à moyen terme, à une véritable ingouvernabilité et à une défrancisation de pans entiers du territoire.

L'intégration nationale, forte et puissante, doit être réactivée, non seulement par les canaux traditionnels (école, services publics, armée, etc.), mais aussi par un renforcement et une nouvelle dynamique socio-culturelle et politique française

: une France sûre d'elle-même et ambitieuse est plus capable d'intégrer des populations nouvelles qu'une France timorée, oublieuse d'elle-même ou seulement consommatrice !

D'autre part,

une politique familiale habile et généreuse

, en soutenant la démographie des populations autochtones (déjà fort convenable au regard de celle de nos voisins européens...), relativiserait la pression des populations d'origine étrangère et accélérerait l'intégration de celles-ci, en particulier pour les plus jeunes générations, scolarisées dans les écoles françaises. Sans oublier de motiver assez nos propres concitoyens, en particulier les jeunes élites issues des Grandes écoles et des universités, pour

limiter au maximum une émigration française qui ressemble de plus en plus à une fuite des cerveaux

, fortement préjudiciable à l'économie comme à l'avenir démographique de notre pays...

Cette question de « l'émigration » n'est pas moins importante, aujourd'hui, que celle de « l'immigration »

!

Mais cette politique de traitement des migrations et des questions qu'elles soulèvent, politique qui s'apparente à une forme de « **nationalisme d'inclusion** » soucieuse du lendemain, n'est possible, à long terme et dans sa plus grande efficacité, que

si l'Etat incarne véritablement l'unité française

, au-delà des différences et par-delà les temps...